

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
69, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 8 fr. — „

## La France victorieuse

L'autre jour, les voûtes de Notre-Dame de Paris retentirent d'une façon inaccoutumée. On venait d'y célébrer la victoire des Alliés qui apporte au monde, avec le triomphe de la Justice, la Paix dans la Liberté.

En même temps que l'orgue et les sonneries de cloches, on entendit les coups de canon annonçant la victoire. Quel plaisir d'entendre tirer le canon qui ne tue personne !

Depuis les journées mémorables de Magenta et de Solferino où les succès remportés par les armées franco-piémontaises scellèrent à jamais l'unité italienne, on ne chanta plus de « Te Deum » pour les victoires françaises. Mais voilà que soixante ans après, Paris vient de revivre des jours glorieux, rappelant les plus beaux moments du passé. C'est d'une gloire nouvelle et qui ne se ternira jamais que l'armée et le peuple français viennent de se couvrir. Le sort a voulu que cette fois encore les victoires françaises apportent aussi aux autres peuples la liberté et l'unité.

Avec le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie, le peuple français a consommé son unité. Mais la France a fait plus que son propre bonheur. C'est à elle que la plupart des peuples du Continent doivent en premier lieu leur liberté, leur indépendance et leur unité nationale. Elle appela à la vie la Bohême et la Pologne. L'Italie, la Serbie, la Roumanie et la Grèce lui doivent d'avoir parachevé leur unité. La Hongrie et l'Allemagne elles-mêmes ne seront libres que grâce à l'effort accompli par le peuple français qui fut toujours le champion de l'idéal parmi les nations. Ce n'est pas méconnaître les efforts des autres Alliés que de rendre un juste hommage à celui, qui, parmi eux, a le plus souffert et le plus sacrifié pour le triomphe de la cause commune.

Durant cette guerre, la France exerça une influence prépondérante sur la politique des Alliés. L'attitude digne et loyale du gouvernement français rejetant, au début de la guerre, les propositions allemandes qui tendaient à obtenir sa neutralité au mépris de l'alliance, fut décisive sur le cours des événements, car elle démontra qu'il existe une morale internationale et que la théorie du « chiffon de papier » ne trouvait pas d'adeptes en France. Ce geste noble fut d'une portée morale considérable.

Ensuite, ce fut M. Briand qui au nom des Alliés répondit à la première offre de paix. Démasquant le jeu de l'ennemi, il déclara ouvertement les buts de guerre, parmi lesquels figuraient la reconnaissance du principe des nationalités et la libération des Slaves de l'Autriche-Hongrie. Bien poser un problème, c'est le résoudre. Cette réponse impliquait déjà virtuellement la demande du démembrement de la Monarchie dualiste. Mais c'est M. Clemenceau qui asséna le coup final à l'alliance des Centraux en publiant la lettre de l'ex-empereur Charles où celui-ci reconnaissait le bien-fondé des aspirations françaises sur l'Alsace-Lorraine.

Rappelons aussi que ce fut toujours la France qui, au sein de l'Entente, prit l'initiative lorsqu'il s'agissait des questions touchant le sort de notre pays. Ce fut elle qui envoya le premier transport de vivres à la population affamée et à l'armée réfugiée à Scutari. Ce fut la flotte française qui transporta notre armée à Corfou, et une fois réorganisée, l'emmena à Salonique. Ce fut encore la France qui décida l'envoi des renforts et l'expédition de l'armée d'Orient. Si l'envoi des troupes fut l'œuvre de M. Briand, la nomination de l'excellent chef qui est le général Franchet d'Espérey est l'œuvre de M. Clemenceau. Si la Serbie malgré toutes les épreuves resta fidèle à la France, celle-ci ne le fut pas moins à la cause de la Serbie. Au moment le plus critique, celui de la défection russe, où la juste colère qui anima les Français contre leurs anciens alliés, fit un mo-

ment penser que cette défection allait faire tort à la cause de tous les Slaves, considérés comme les protégés de la Russie, la France n'oublia pas le dévouement et les services rendus à la cause commune par le peuple serbe et ne cessa de considérer sa cause comme la sienne.

Le Destin a voulu que M. Clemenceau réalisât [la grande pensée de Gambetta qui rêvait « d'une action commune des peuples latins et des Slaves du Sud contre le germanisme ».

L'action militaire de la France fut encore plus décisive que son action politique. Nous n'entreprendrions pas ici d'énumérer tous les exploits de l'armée française encore présents à l'esprit de tous. Les noms de la Marne, de Verdun et d'Ypres prendront place à côté de ceux de Valmy et de Jemmappes. La gloire militaire des soldats de la Révolution semble dépassée par celle des héros de la troisième République. Les grandes figures de Foch et de Joffre rappellent celles de Masséna et de Hoche, comme l'image de Guynemer, héros légendaire de l'air, évoque celle du général Marceau.

Pourtant, il est une gloire aussi enviable que celle des grands capitaines : c'est celle des grands citoyens. Deux noms l'incarnent résumé tout l'effort de la troisième République : Gambetta et Clemenceau, le premier l'organisateur de la défense nationale, le second l'organisateur de la victoire.

Née dans des circonstances tragiques, la troisième République débuta dans des conditions les plus pénibles. Elle atteignit pourtant, grâce à l'effort de ses enfants, l'apothéose de sa gloire après un demi-siècle de lutte.

Le Droit sera un jour le souverain du monde, disait autrefois Mirabeau. Quelle joie d'avoir vu arriver ce jour !

M. D. Marincovitch.

### Le salut de Dubrovnik au roi Pierre et au Prince Alexandre

S. M. le Roi Pierre et Son Altesse Royale le Prince Héritier Alexandre ont reçu du Conseil National de Dubrovnik (Raguse) les télégrammes suivants :

« A Sa M. Roi Pierre.

Au moment où l'armée serbe, couronnée de lauriers, dépasse, sous le commandement du capitaine Milan VI. Georgevitch, le seuil de Dubrovnik, ville petite mais chère à Votre Majesté Royale, cette modeste cité s'incline devant le grand Roi, en remerciant du fond de son cœur la Providence qui lui a donnée toutes ses grâces et s'écrie : « Que Dieu sauve, que Dieu protège le Roi Serbe et la race serbe ! »

Le Président du Conseil National de Dubrovnik :

Dr Pero Tchingria. »

« A Son A. R. le Prince Héritier Alexandre.

L'heure solennelle a sonné. La glorieuse armée serbe est arrivée à Dubrovnik pour changer l'esclavage et l'iniquité en liberté et justice. Fiers d'une telle armée, qui a répandu à travers le monde entier la gloire du peuple serbe, nous prions Votre Altesse Royale de daigner accepter l'expression de la profonde gratitude des citoyens du libre Dubrovnik. Vive le Commandant en chef de l'héroïque armée serbe, le Prince Héritier Alexandre !

Le Président du Conseil National de Dubrovnik :

Dr Pero Tchingria. »

## Une amitié et une alliance à l'enchère

Les Français doivent être bien étonnés de se voir tant d'amis tout d'un coup et d'en compter même parmi ceux qu'on avait l'habitude à considérer comme ennemis.

Ces amis poussent après la victoire comme des champignons après une pluie d'été. Ils sont parfois bien gênants ces amis de fraîche date. A l'instar des nouveaux riches, ils ne connaissent guère de discrétion et n'ont pas peur du ridicule.

Ainsi nous lisons ces derniers jours que les Magyars, impatients de renouer les relations avec l'Entente viennent d'envoyer à la France une note dans laquelle ils la somment d'entamer immédiatement des négociations de paix et de conclure une alliance avec la Hongrie. Devenus « républicains », il leur tarde de conclure des alliances avec la République française et celle des Etats-Unis et ils n'y vont pas par quatre chemins.

Reste à savoir contre qui les Magyars voudraient conclure cette alliance : contre leurs alliés d'hier, devenus également républicains ou contre les nationalités qui viennent de se libérer du joug magyar ? L'ultimatum magyar manque de précision, mais ne manque pas de saveur. Bien que républicains, les Magyars n'ont pas perdu l'habitude des ultimatums. Puisse celui-ci leur profiter davantage que celui qu'ils adressèrent il y a quatre ans à la Serbie.

Nous lisons d'autre part, dans le « *Matin* » du 24 novembre 1918, une interview du prince

magyar Windisch-Grätz, républicain convaincu, démocrate ardent, et ami sincère de la France, qui dit entre autre : « Et moi-même — et cette affirmation n'est pas une fanfaronnade — j'ai toujours combattu pour la démocratie ». (11...) « C'est à l'instigation du parti militaire allemand, en effet, représenté par Ludendorff et von Tirpitz, c'est pour leurs beaux yeux que nous avons, après la défaite de la Russie, continué la lutte contre la volonté de la nation. Nous étions dans la poche de l'Allemagne ». Et il ajoute : « Le développement des relations économiques rapprocheront, je crois, les peuples meurtris. La France, la belle France, dont nous ne sommes pas d'ailleurs, nous Magyars, très éloignés (sic) peut devenir avec sa traditionnelle et sa noble culture, le porte-drapeau de la civilisation. Travaillons au rapprochement des patries. La haine est mauvaise conseillère ».

Nous autres Serbes, démocrates sans privilèges et sans titres, nous avons toujours cru que la France fut en fait le porte-drapeau de la civilisation. Or, voici que le prince Windisch-Grätz, le démocrate de l'école Berchtold-Tisza-Károlyi, nous apprend maintenant que ce n'est pas encore le cas. La France « peut devenir » le porte-drapeau de la civilisation, dit-il. Si elle peut le devenir, c'est qu'elle ne l'est pas encore. Il lui faut pour cela se rapprocher de la Hongrie et conclure une alliance avec elle. Il ne tient donc qu'aux Français de s'y conformer.

## Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes

La déclaration de Genève, premier fruit du contact direct entre le gouvernement de Serbie et les représentants autorisés de la nation serbe, croate et slovène de l'ancienne Monarchie des Habsbourg, ne semble pas avoir satisfait les larges masses de notre peuple. L'extrême prudence avec laquelle on a abordé la question de la constitution de l'Etat unique de tous les Serbes, Croates et Slovènes s'expliquait, exception faite des autres causes plus ou moins compréhensibles, par le milieu où se tenait la conférence, c'est-à-dire par le manque du contact direct avec le sol natal, comme notre ami distingué M. Marincovitch l'a fort justement remarqué dans son article consacré à la déclaration de Genève. Cette déclaration avait un défaut capital, celui d'avoir proclamé l'Etat sans avoir en même temps institué son organe suprême, son chef qui en exprimerait l'unité et la souveraineté. Ce chef ne devait pas nécessairement être une personne, un monarque, mais en principe, sans lui il n'y avait pas pratiqué d'Etat organisé. Pourquoi les membres de la conférence de Genève ont manqué à ce postulat primordial, nous ne voulons pas examiner ici. Ce qui est certain c'est que, à défaut du chef d'Etat, on n'a pu non plus arriver à la constitution de son organe responsable, du ministère sudslave. On a proclamé la constitution de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes mais on n'en a pas tiré les conséquences logiques. La nomination d'une commission de six membres, trois désignés par le gouvernement de Serbie et trois par le Conseil National de Zagreb, présentait un caractère provisoire, parce que, malgré le nom de *ministère* donné à cette commission, elle n'était en somme que le mandataire du gouvernement de Serbie et du Conseil National de Zagreb. Son autorité et sa compétence dépendaient de la confiance de ces deux facteurs sus-nommés qui avaient conservé la plénitude de leurs pouvoirs.

Or, le gouvernement serbe à Belgrade et le Conseil National à Zagreb, sont tombés d'accord pour élargir et compléter l'œuvre de Genève. Tout en proclamant l'union politique des Serbes, Croates et Slovènes ils ont en même temps appelé le prince Alexandre à la régence du royaume serbo-croato-slovène. Ayant ainsi élu le chef du nouvel Etat, ils pouvaient procéder à la formation de ses organes responsables. En effet, d'après les nouvelles de Zagreb, les délégués du Conseil National, munis des mandats réguliers, viennent de se rendre à Belgrade où l'on décidera de la constitution du ministère sudslave. Ce ministère sera nommé, par le prince-régent, mais ses membres seraient désignés par un corps appelé Conseil d'Etat qui jouera le rôle

de l'avant-parlement, jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale, pour tout le territoire sudslave. Cette Assemblée nationale élaborera la constitution et décidera ainsi définitivement de toutes les questions concernant l'organisation de l'Etat.

On a toutes les raisons de croire que les questions pratiques dont dépend l'unification effective de notre peuple, trouveront facilement des solutions satisfaisantes. Tous les patriotes serbes croates et slovènes doivent se rappeler que notre unité nationale rencontre encore des adversaires occultes, et que, seules, la concorde et l'union peuvent garantir à la nation la réalisation de toutes ses aspirations légitimes. Le grand ami sudslave, M. Gavrain parle dans le *Journal des Débats* du 27 novembre des obstacles de toute sorte, intérieurs et extérieurs qui s'élevaient « contre la réalisation de l'unité de la Yougoslavie... Tout dernièrement encore de fâcheuses influences s'étaient exercées contre l'application du programme de Corfou ». Le jour viendra où l'on connaîtra la source de ces influences. Elles ne sont pas à négliger parce qu'elles agissent dans des différents milieux. La preuve en est aussi l'incident du faux communiqué envoyé par un ancien fonctionnaire du Bureau de presse serbe à Genève aux journaux de la presse suisse et alliée, comme émanant du Bureau officiel de presse serbe et dans lequel on disait que la conférence de Genève aurait reconnu l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes de l'ancienne monarchie dualiste. Au lieu de l'union on aurait proclamé la séparation. Malgré le démenti immédiat du Consulat de Serbie à Genève, ce faux communiqué a été répandu même dans la grande presse, produisant la confusion et l'incertitude. L'œuvre que l'on est en train d'accomplir à Belgrade, en ce moment même, coupera court, espérons-le, à toutes ces intrigues aussi tendancieuses que malveillantes. L. M.

### Le nouveau Cabinet serbe

Voici la liste des membres du nouveau Cabinet de coalition serbe :

Président du Conseil : M. Pachitch (radical) ; ministre des finances : M. Protitch (radical) ; ministre de l'instruction publique et des cultes : M. Davidovitch (radical indépendant) ; ministre de l'intérieur : M. Trifkovich (radical dissident) ; ministre de la justice : Djouritch (radical) ; ministre des travaux publics : M. Kapétanovitch (radical) ; ministre des communications : M. Voulovitch (radical indépendant) ; ministre du commerce : M. Voïslav Marinkovitch (progressiste) ; ministre de l'agriculture : M. Yankovitch (radical) ; ministre de la guerre, le général Rachitch ; ministre des affaires étrangères, M. le Dr Michel Gavrilovitch (hors les partis). (Havas)

## Le programme de la Hongrie « nouvelle »

Le comte Karolyi et ses amis ne cessent pas de bombarder l'Europe et l'Amérique par des « sans fils » interminables, dans l'espoir évident de troubler l'opinion publique alliée et d'empêcher ainsi la dissolution de la Hongrie millénaire.

Cette propagande, poursuivie sous le masque ultra-moderne — on a même envoyé une femme, comme ministre de la Hongrie « nouvelle » à Berne — éblouira peut-être les gens naïfs qui ne connaissent pas exactement ce que c'est que la Magyarie et qui la confondent aisément avec la Hongrie. Mais l'opinion publique alliée est déjà avertie ; elle ne se laissera pas prendre par les phrases grandiloquentes et elle prètera certainement plus de valeur aux désirs unanimes des Serbes, Croates, Roumains et Slovaques, de sortir de l'étreinte magyare, qu'à toute la poésie de la Hongrie « nouvelle ». Les faits sont d'ailleurs là qui établissent d'une façon péremptoire que la Hongrie nouvelle préconise en somme le même programme que la Hongrie ancienne. Ce programme consiste dans la conservation, coûte que coûte, de l'intégrité territoriale, et dans la prolongation indéterminée du régime d'exploitation et d'oppression pratiqué par la minorité magyare sur la majorité non-magyare. La seule différence apparente, entre le nouveau et l'ancien programme, c'est que les Karolyistes promettent aux nationalités les libertés politiques, tandis que Tisza, Andrassy, Aponyi, Wekerlé et leurs amis ne jugeaient pas même nécessaire de faire des promesses quelconques.

Quelles sont ces promesses, on l'a vu au cours des pourparlers qui ont eu lieu entre Oscar Jaszi, comme délégué du gouvernement magyar, et les représentants du Conseil National Roumain à Arad. Le « Pester Lloyd » des 13, 14 et 15 novembre nous en ont donné des compte-rendus détaillés. Les Roumains demandaient que le gouvernement magyar livrât l'administration dans les territoires roumains aux autorités nationales roumaines, et que l'assemblée des représentants roumains décidât souverainement si les Roumains de la Hongrie veulent se faire indépendants, ou s'ils désirent s'unir à la Roumanie, ou bien s'ils veulent rester dans le cadre de la Hongrie. Le délégué magyar, le démocrate Jaszi, consentait à faire remettre l'administration aux autorités nationales roumaines, mais il posait comme condition que les Roumains restent dans le cadre de la Hongrie où ils obtiendraient l'autonomie, d'après le système cantonal suisse. Les Roumains n'ont pas voulu consentir à cette limitation de leur droit de disposer de leur sort d'autant moins qu'elle venait d'un Etat qui n'a fait qu'opprimer ses sujets roumains. Et là-dessus les pourparlers furent rompus.

La même attitude, les Magyars l'ont adoptée vis-à-vis des Serbes, dans le territoire de l'ancien Duché Serbe, en Hongrie du Sud, dans la Batchka et Baragna. Le peuple serbe a cependant renversé les autorités magyares et a nommé ses autorités nationales, ce qui fâche les Magyars et ils se plaignent maintenant que la Serbie

n'exécute pas l'armistice conclu. Le Conseil National à Zagreb réclame d'autre part la région croate de Mur ; les Magyars s'y opposent énergiquement. Enfin une grande comédie est jouée par la Hongrie nouvelle dans la question slovaque. Les Slovaques, si cruellement opprimés et presque étouffés par le régime inhumain magyar, sont consternés par les manœuvres de Budapest tendant à empêcher l'union tchéco slovaque, une union qui est si ardemment réclamée par tout le peuple slovaque.

Toutes les convulsions de la Hongrie féodale, millénaire et fraîchement « républicaine » ne changeront en rien le sort des Magyars. Après avoir payé pour les crimes commis délibérément et consciemment, ils pourront constituer la Magyarie, c'est à dire un Etat composé uniquement des Magyars et dans lequel, par conséquent, seuls les Magyars jouiront du paradis que Karolyi et Jaszi s'obstinent à offrir aux nationalités. Celles-ci ayant passé par l'enfer magyar n'ont nullement l'envie de descendre dans le paradis. Que ce paradis reste donc réservé aux fils d'Arpad. Tous nos souhaits les accompagneront là !

### Nous et l'Italie

Le discours prononcé à la Chambre italienne par M. Orlando, brille par l'absence de toute allusion à la façon dont le gouvernement italien entend résoudre la question des rapports italo-slaves. Dans la phase actuelle de cette question une déclaration du gouvernement italien aurait pu, à notre avis, contribuer à apaiser les esprits et à calmer l'opinion publique qui s'inquiète par la perspective d'un conflit italo-slave.

L'Italie a eu tort d'introduire dans l'armistice, même d'une façon indirecte, les clauses du pacte de Londres. Parce que, d'un côté, malgré toutes les apparences, l'occupation actuelle ne préjuge nullement sur les conditions de la paix ; et d'autre part, l'invocation du pacte de Londres ne peut que nuire à l'autorité morale du gouvernement italien qui s'est engagé, en approuvant les décisions du Congrès de Rome, à abandonner ce pacte peu glorieux. M. Orlando, en recevant, après le congrès, les délégués sud-slaves, a expressément donné son adhésion aux résolutions prises. Et dans une conversation avec M. Pierre de Quirielle, du « Journal des Débats », M. Orlando a souligné le caractère conditionnel du pacte de Londres qui n'aurait de valeur qu'en cas de la conservation de l'Autriche-Hongrie. De nombreux hommes politiques italiens ont exprimé la même idée aux participants serbes au Congrès, a, outant encore que le pacte de Londres représentait pour l'Italie une garantie contre le retour éventuel des tendances austrophiles chez les Alliés. Aucune de ces suppositions ne s'est réalisée, et les délégués italiens dans la villa Giusti ont été mal inspirés en proposant la création d'une zone taillée sur le modèle du pacte de Londres.

Le Conseil National des Serbes, Croates et Slovènes à Zagreb a adressé aux Alliés, par l'entremise du gouvernement serbe, une protestation énergique contre la manière dont on procède du côté italien, à l'occupation du littoral adriatique. Les Italiens se plaignent de la conduite des Croates à Fiume. M. Luigi Barzini, dans une correspondance de Trieste, publiée par le « Corriere della Sera », recommande aux autorités italiennes de se dépêcher dans l'œuvre de « systématisation » (expression nouvelle et qui doit correspondre au mot plus clair « dénationalisation ») considérée comme très urgente par ce patriote italien. Mais l'opinion européenne s'oppose à ce que de telles mesures puissent influencer en quoi que ce soit les décisions de la conférence de la paix. Le « Times » dans un éditorial très remar-

qué, rappelle aux grands et aux petits que les Alliés n'admettent pas de querelles et qu'ils ne tiendront pas compte des faits accomplis, préparés et exécutés pendant l'armistice. Le « Corriere della Sera » du 24 novembre tient un langage très sobre dont on ne peut que le féliciter, sans approuver pourtant toute la façon de voir du grand journal milanais. Et le partisan fervent de l'entente italo-serbe, le professeur Ghisleri, a publié le 7 novembre dans le « Secolo » un article reproduit aussi par l'« Unità », intitulé : « Le moment critique » et destiné à orienter l'opinion publique italienne dans le sens de modération.

Les préliminaires de la paix doivent bientôt être examinés et fixés par les gouvernements alliés. Il est à souhaiter que la question dite adriatique trouve également une solution satisfaisante, en accord avec les grands principes proclamés par l'Entente, et pour le bonheur aussi bien de l'Italie que de la nation serbe, croate et slovène. R.

### Résolutions du Congrès de Rome

1<sup>o</sup> Quant aux rapports entre la nation italienne et la nation des Serbes, Croates et Slovènes, connus aussi sous le nom de nation yougoslave, les représentants des deux peuples reconnaissent que l'unité et l'indépendance de la nation yougoslave est d'un intérêt vital pour la nation yougoslave. Les représentants des deux peuples s'engagent donc à apporter tous leurs efforts durant la guerre et au moment de la paix pour que ce but des deux nations soit intégralement atteint ;

2<sup>o</sup> Ils déclarent que la libération de la Mer Adriatique et sa défense contre tout ennemi présent ou futur, est d'un intérêt vital pour les deux peuples.

3<sup>o</sup> Ils s'engagent à régler à l'amiable, également dans l'intérêt des bonnes et sincères relations futures entre les deux peuples, les questions territoriales pendantes sur la base du principe des nationalités et du droit des peuples à disposer de leurs propres destinées, et cela de façon à ne pas porter préjudice aux intérêts vitaux des deux nations, qui seront définis au moment de la paix.

4<sup>o</sup> Aux noyaux de l'un des peuples qui devraient se trouver inclus dans les frontières de l'autre, sera reconnu et garanti le droit de voir respectés leur langage, leur culture et leurs intérêts moraux et économiques.

### Une suggestion du professeur E. Denis

L'éminent publiciste français, M. E. Denis, vient de retracer, dans la « Nation Tchèque » du 1er novembre, quelques lignes directrices pour l'organisation future des nations de l'Europe Centrale. Parlant du Congrès de Paris qui devait se réunir au mois d'octobre et qui a été devancé par les événements, M. Denis lui assignait les tâches suivantes :

« En premier lieu, étudier les questions sur lesquelles des dissentiments existent. Jusqu'à présent on les a laissés dans l'ombre et on a eu parfaitement raison. Ce qui importait avant tout, c'était d'établir l'union, de reconnaître la communauté des intérêts et de conclure l'alliance. Mais on ne saurait écarter éternellement les points difficiles et ce n'est pas résoudre un problème que de ne pas en parler. La politique de l'Autriche n'a jamais donné que des résultats pitoyables. Le moment est venu d'aborder de front les questions nombreuses, puisqu'enfin il faudra bien toujours y arriver. Jamais l'occasion ne sera plus favorable de trouver des solutions raisonnables, parce que jamais la bonne volonté ne sera plus universelle et le besoin d'entente plus manifeste. Il serait imprudent

d'attendre la victoire définitive pour fixer les termes des transactions nécessaires. »

M. Denis a passé ensuite à la question de liaison géographique entre Tchèques et Sudslaves :

« Il faudra, écrit-il, que le Congrès fixe les conditions sans lesquelles l'existence des nouveaux Etats demeurerait précaire, qu'il recherche les moyens de garantir la liberté de leur commerce et en particulier de leurs relations avec la mer, qu'il enlève à nos ennemis toute position offensive. Il est indispensable que la Pologne, la Bohême et la Yougoslavie forment, de la Baltique à l'Adriatique, une barrière continue contre l'Allemagne. Qu'on ne se laisse pas arrêter ici par des subtilités ethnographiques. La linguistique est une science pleine d'intérêt, bien que souvent assez conjecturale et les politiques auraient le plus grand tort de ne pas tenir compte des conclusions des philologues. Mais ils ne commettraient pas une erreur très grave s'ils se laissaient uniquement guider par leurs enseignements. La géographie, l'histoire, les intérêts économiques sont aussi des éléments qu'on ne saurait négliger. Pour n'indiquer que quelques exemples, une Pologne libre doit posséder Danzig, et il serait d'une suprême imprudence de laisser les Magyars et les Allemands en contact immédiat.

Quant il s'agira de traiter de la paix, les Chancelleries de Vienne et de Berlin feront flèche de tout bois et elles s'efforceront d'exploiter contre nous nos propres principes. Elles ont plus d'un tour dans leur sac. Nous avons déjà vu l'Autriche inventer en 1912 la nationalité albanaise et, en 1917, M. de Kuhlmann affaiblir à Brest-Litovsk les Lituaniens, les Lettons, les Esthoniens, les Géorgiens, etc. Ne tombons pas dans le piège qu'on nous tendra. Le moment est venu de nous rappeler nos souvenirs classiques : *Quis tulerit Gracchos de seditione querentes*. Ne faisons ni de la théologie ni des mathématiques pures. Nous sommes sur la terre et nous ne devons pas oublier qu'il n'est aucune idée qui, poussée à l'extrême, n'aboutisse à des conséquences absurdes : l'œuvre de la diplomatie est de concilier l'idéal et le possible et non pas d'appliquer aveuglément un criterium infaillible. Quand un Bulgare s'avisait de rapprocher la question de la Macédoine de la question d'Alsace, il n'y a qu'à le renvoyer à son Tsar, et certaines affirmations ne méritent même pas une réponse. Je n'ai aucune opinion sur l'avenir des races noires, et je suis tout disposé à croire, pour peu qu'on le désire, qu'un jour la direction du monde leur reviendra ; mais on m'accordera, j'espère, que ce jour n'est pas encore là et que les mêmes règles de conduite ne sauraient valoir pour l'Angleterre et pour le Congo. S'il est nécessaire, pour assurer la sécurité des nouveaux Etats, d'incorporer à la Bohême et à la Yougoslavie quelques comitats où la majorité est allemande ou magyare, il faudra bien s'y résigner et, franchement, les vaincus seront mal venus à protester si, sur quelques points secondaires, ils subissent la loi qu'ils ont si brutalement appliquée.

Je ne me dissimule pas d'ailleurs combien ces questions concrètes et précises sont complexes et délicates. Raison de plus pour s'y atteler le plus tôt possible, puisqu'on n'arrivera à un accord que par une série d'approximations successives. Le Congrès de Paris aura déjà fait une œuvre salutaire et féconde s'il dresse en quelque sorte le programme des discussions futures. »

## FEUILLETON

### DOMMAGES ET PERTES DE LA SERBIE

(Suite.)

Les dommages causés au mobilier, aux ustensiles de maisons et aux autres objets nécessaires à la vie et au travail, appartenant aux particuliers, à l'Etat et aux corporations (corps autonomes et communes) atteignent au total 398.132.000 francs.

#### 2. Le bétail et la volaille

C'est le bétail et la volaille qui ont le plus souffert pendant cette guerre. Toutes les bêtes de trait, de somme et de selle ont été mobilisées et employées à un service de l'armée. Il n'est resté que les animaux reproducteurs et les jeunes produits. La volaille également a été en majeure partie anéantie ou utilisée pour le ravitaillement des troupes. On dit qu'il n'en existe plus en Serbie, même pour la reproduction.

b) En adoptant des chiffres très bas, nous arrivons aux résultats suivants : 700.000 bêtes à cornes à 780 francs soit 546.000.000 ; 70.000 chevaux à 620 francs soit 43.400.000 ; 3 millions de moutons et de chèvres à 40 francs soit 120.000.000 ; 800.000 porcs à 140 fr. soit 112.000 ; 2500 ânes et mulets à 150 francs soit 375.000 ; pour le total du bétail un dommage de 821.775.000 francs. (1)

h) Les pertes en volaille se répartissent comme suit : 150.000 oies à 8 francs 1.200.000 ; 300.000 dindes à 10 francs 3.000.000 ; 170.000 canards à 4 francs 680.000 ; 4 millions de poules à 2 fr. 8.000.000, soit pour la volaille un dommage de 12.880.000 francs.

(1) La somme représentant les dommages est supérieure à la valeur des biens parce que l'évaluation a été faite d'après les prix qui seront en vigueur quand il faudra racheter le bétail.

c) Les dommages dans les ruches anéanties représentent une valeur de 500.000 francs.

d) Aux bêtes elles-mêmes tuées ou emportées, il y a lieu d'ajouter (comme nous l'avons vu dans le chapitre des richesses) leurs nombreux produits tels que la laine, les peaux, le fromage, le lait, le beurre (kajmak), les réserves de graisses, d'œufs, de miel, de cire, de cocons, etc. représentent une valeur, enlevée ou anéantie par l'ennemi, de 35.000.000 de francs.

Les dommages pour le bétail, la volaille et leurs produits atteignent au total une valeur de 870.155.000 francs.

#### 3. Denrées alimentaires et fourrage

En occupant le pays, l'ennemi a trouvé chez l'habitant d'abondantes provisions de céréales et d'autres denrées alimentaires ; presque toute la récolte de 1915, qui n'avait pas pu être rentrée, est tombée en outre entre ses mains immédiatement après l'occupation.

Ces denrées alimentaires représentent d'après notre compte les valeurs suivantes.

50.000 wagons de froment qu'on ne pourra racheter après la guerre à moins de 250.000.000 de francs, (5000 francs par wagon) ; 20.000 wagons de seigle et d'avoine, à 4000 francs le wagon 80.000.000 ; 60.000 wagons de maïs en grains et en grappes à 2500 francs par wagon 150.000.000 ; environ 10.000 wagons de farine à 6000 fr. par wagon 60.000.000 ; 2000 wagons de légumes divers (haricots, lentilles, pommes de terre etc.) à 5000 francs par wagon 10.000.000 ; 80.000 wagons de foin, de paille de maïs, à 1200 francs par wagon 96.000.000 ; fruits divers (surtout les prunes et le raisin) 80.000.000 ; enfin eau-de-vie et vin, 18.000.000. Le tout représente un dommage de 694.000.000 de francs.

Nous n'avons pas tenu compte jusqu'à présent du fait que l'ennemi a profité du rendement de la terre qu'il a occupée pendant plus de deux ans.

Le rendement agricole avant la guerre — comme nous l'avons vu au chapitre II (page 38) — avait été évalué à 1.193.260.000 francs. Les dépenses afférentes à la nourriture de la population et du bétail et aux frais de production, représentaient 1.120.000.000. Si nous supposons d'une part que la diminution de la population et du bétail pendant l'occupation ait fait baisser la production de 25 % et que par suite le rendement n'ait été que de 895.000.000, d'autre part qu'à la suite de la réduction des portions (réduites par l'ennemi de 50 %) la nourriture des hommes et du bétail n'ait coûté que 560.000.000 par an, nous constatons que le profit que l'ennemi a tiré du rendement annuel représente une valeur de 335.000.000, soit 670.000.000 pour deux années de guerre.

Ce chiffre ajouté à la valeur des denrées alimentaires confisquées dès le début, porte le dommage à 1.364.000.000 de francs. (1).

#### 4. Marchandises, numéraire et objets de valeur

##### 1) Dans la propriété privée

Comme on l'a vu au chapitre de la propriété, la valeur de certaines marchandises n'a été comptée ni avec les ustensiles de maison, ni avec ceux qui servent au travail (outils et autres instruments). Ce sont les objets de commerce ou d'échange provenant des matières premières, manufacturées par l'industrie de la maison, des usines et des fabriques, ainsi que les marchandises importées du dehors et se trouvant dans divers magasins privés. Ces marchandises représentaient une valeur de 310.000.000 de francs. De cette somme, et d'après notre calcul spécial, il a été emporté ou anéanti au moins pour 240.000.000 de francs au détriment des producteurs et des commerçants. Les commerçants, les artisans et les institutions financières ont subi un autre dommage par le fait qu'ils ont dû payer pendant la guerre leurs employés et leur

(1) On pourrait encore ajouter à cette somme le rendement du bétail et des volailles perdu pendant l'occupation.

## L'assassinat de l'archevêque serbe Vitcenti ?

Un télégramme qui nous donne des détails sur des cruautés et méfaits commis par les Bulgares dans toute la Serbie communique en même temps que « Son Eminence le métropolitain d'Uscub, Vitcenti, selon toute apparence a été assassiné entre Ouhrochévats et Gostivar par où, escorté, il fit son chemin à pied. »

Bien qu'une telle supposition nous paraîtrait effroyable et inconcevable s'il était question d'un peuple civilisé quelconque, elle ne doit pourtant pas être sans fondement quand il s'agit des Bulgares. On est vraiment révolté à la pensée que cette Europe civilisée puisse encore avoir dans son sein des peuples dont les représentants traitent d'une façon aussi abominable un des plus grands dignitaires ecclésiastiques. Cette supposition doit nous paraître d'autant plus effrayante qu'il s'agit d'un peuple, qui selon son aspect extérieur, appartient à la même église que ce dignitaire ecclésiastique auquel il inflige un traitement pareil. Obliger un haut dignitaire, un archevêque, d'aller à pied d'un lieu à l'autre, reste comme une chose incompréhensible et inconcevable pour le monde civilisé de l'Europe. Rien qu'un semblable traitement suffirait à provoquer chez tout homme civilisé le sentiment de terreur et de révolte à l'égard des individus capables d'aller aussi loin dans leur cruauté. Et combien doit-on être indigné et exaspéré par un assassinat aussi abominable et perfide. L'assassinat de Son Eminence n'est pas encore officiellement confirmé, mais il y a tout lieu de croire que le métropolitain a dû subir un sort affreux.

Déjà en 1916, aussitôt que nous avons quitté la patrie, le gouvernement royal de Serbie a fait tous ses efforts pour avoir des nouvelles sur les ecclésiastiques restés dans la Serbie occupée par les Bulgares. A cet effet, il s'était adressé au Saint-Siège qui donna une suite bienveillante et favorable aux demandes du gouvernement serbe. Au nombre de ceux dont on avait demandé des nouvelles fut aussi le métropolitain Vitcenti. Sur la demande du Saint-Siège, le gouvernement de Sofia avait donné quelques renseignements pour chaque personne séparément. Mais pour le métropolitain Vitcenti, le gouvernement bulgare avait répondu ne pas posséder de renseignements, étant donné — disait le gouvernement de Sofia — que l'archevêque avait quitté Uscub avec l'armée serbe. Cette affirmation du gouvernement bulgare était évidemment inexacte. Si le métropolitain avait quitté Uscub avec l'armée serbe, il est clair que le gouvernement royal n'aurait pas demandé de renseignements sur la personne du métropolitain, comme il n'avait jamais demandé pour les autres qui avaient quitté le pays avec l'armée. Le Saint-Siège lui-même s'était immédiatement rendu compte de l'insuffisance et de la contre-vérité de la réponse bulgare et n'a pas tardé de renouveler ses démarches à Sofia en vue d'obtenir les renseignements désirés sur le sort du métropolitain d'Uscub. Malgré tout, les efforts du Saint-Siège n'aboutirent à rien, le gouvernement bulgare s'étant refusé à fournir d'autres renseignements et cette affaire se trouve encore aujourd'hui sur le même point.

L'attitude adoptée par les Bulgares en général envers les Serbes, ainsi que la réponse inadmissible donnée par le gouvernement bulgare au Saint-Siège, justifient pleinement la supposition du dit télé-

gramme bien que celle-ci paraisse terrible. N'ayant pas pour le moment des documents authentiques qui prouveraient le bien-fondé de cette supposition, nous avons voulu seulement souligner et prouver, par les données que nous possédons déjà, que cette supposition n'est pas sans fondement.

Espérons que les nouvelles recherches entreprises à Uscub nous pourraient fournir des précisions sur le sort du métropolitain Vitcenti. En attendant on ne peut que souhaiter que le gouvernement de Sofia s'explique au plus tôt sur cette affaire et qu'il désigne lui-même les coupables, s'il ne veut pas que tout le peuple bulgare subisse les conséquences d'un crime si odieux.

### À quoi rêve-t-on à Sofia ?

Pour montrer la fourberie de nos voisins bulgares, nous avons reproduit dans le dernier numéro de « La Serbie » quelques extraits de journaux de Sofia publiés à l'époque ayant précédé immédiatement la conclusion de l'armistice. Tout en implorant la grâce des Alliés, les Bulgares essayent en effet de se donner l'air de gens qui, en pleine force militaire, se sont décidés à cesser la lutte uniquement par « respect » pour Wilson et les démocraties occidentales. Cette tendance semble aujourd'hui dominer dans toutes les sphères bulgares, de sorte que le correspondant particulier du « Times » à Sofia a jugé nécessaire d'attirer sur cette thèse mensongère l'attention du public allié. Il télégraphie à son journal que les Bulgares se considèrent comme un peuple qui n'a pas été vaincu. Nombre de chefs politiques bulgares, soit au cabinet, soit en dehors de celui-ci, n'admettent que difficilement leur défaite, tandis que d'autres la nient complètement et que le peuple l'a déjà oubliée.

Obligés de renoncer à leurs projets d'incorporation de l'Albanie, de libre accès à l'Adriatique et enfin de prise de possession de Constantinople, les Bulgares entendent maintenant à la conférence de la paix leurs prétentions antérieures sur la Macédoine et la Thrace en s'appuyant sur des bases ethnologiques.

Le « Temps » dans son éditorial du 22 novembre, consacre à cette manœuvre bulgare, qui correspond exactement à la tactique des Germano-Magyars, les observations suivantes :

« L'envoyé du « Times » à Sofia dissipe fort impartialement les illusions que quelques-uns de nos amis anglais se font encore sur les Bulgares : « La contenance du peuple ne peut pas être véritablement qualifiée d'arrogante, écrit-il. Loin de là. (Mais elle a manifestement un air dégagé, et elle est entièrement dépourvue de tout ce qui indiquerait que les Bulgares ont conscience d'avoir été battus... » S'il faut en juger par les récits extraordinaires qu'on a publiés à Budapest sur l'entretien du comte Michel Karolyi avec le général Franchet d'Espèrey, telle est aussi la contenance des dirigeants magyars. Et la note de M. Solf, que le « Temps » a reproduite hier, prouve que les dirigeants allemands ne se tiennent pas d'une autre façon. Ils ne sont pas encore arrogants — cela risquerait trop de mettre les alliés en éveil — mais quel air dégagé, et comme

ils essayent de reprendre par le chantage bolcheviste ce que la défaite militaire leur a enlevé !

« A la longue, toutes ces manifestations d'impudence ne sont pas sans inconvénient. Si nos ennemis s'acharnent à ne pas prendre conscience de leur déroute, il faut que nous prenions de plus en plus vigoureusement conscience de notre victoire. La Bulgarie n'a droit à aucun traitement de faveur : c'est aux Serbes, aux Grecs, aux Roumains que toute notre sollicitude doit aller dans les Balkans. La caste malfaisante qui gouverne la Hongrie depuis un demi-siècle ne peut pas nous inspirer le moindre intérêt même quand elle se présente en costume de « République populaire » : notre premier devoir est de libérer au plus vite tous les Serbo-Croates, tous les Slovaques, tous les Roumains et même tous les Ruthènes qui ont été injustement incorporés à l'Etat hongrois. Quant au gouvernement de Berlin, il faudrait lui montrer que nous voyons clair dans sa politique. »

## Les Serbes en Dalmatie

Le 13 novembre, à 7 h. du soir, est entré à Raguse, au milieu d'un enthousiasme indescriptible, le premier détachement de soldats serbes. Un comité spécialement formé pour saluer les soldats du roi Pierre et présidé par le vieux bourgmestre de Raguse, le Dr Péro Tchingria est allé, accompagné d'une énorme foule, au devant des Serbes. M. Tchingria, respectable vieillard octogénaire, prononça un émouvant discours, que nous reproduisons ci-après, auquel le chef du détachement serbe répondit par quelques mots émus, se laissa embrasser au front par le vieillard et lui baisa la main, selon les coutumes serbes. Chaleureusement acclamé par le peuple, les soldats serbes se rendirent vers la citadelle où fut prononcé encore un discours et où le capitaine serbe expliqua à ses hommes ce que fut Raguse pour la civilisation serbe, ainsi que l'importance du moment historique. Ensuite les Serbes furent logés dans la grande salle de l'Arsenal.

Voici donc le discours par lequel le Dr Tchingria salua les Serbes à Dubrovnik (Raguse) :

« Soldats serbes, nos frères de sang !

La Providence éternelle s'est montrée extrêmement généreuse envers moi en m'offrant le rare privilège de pouvoir saluer en ce moment historique, au nom de cette ancienne cité de Dubrovnik, qui fut autrefois le berceau de la civilisation nationale dans notre Sud, l'Aigle Blanc de vos drapeaux arrosés de votre sang héroïque et glorifié à travers le monde entier. Je salue en vous les champions de l'ordre et de la liberté, les combattants pour un nouveau monde qui doit surgir des ruines de l'ancien, pourri et agonisant. Je vous salue au nom de cette notre cité, qui est aussi la vôtre, de cette cité qui, dans le siècle dernier, aux jours du mouvement national hissa la première, sur les bords de notre mer Adriatique, le drapeau tricolore en signe de renaissance nationale. Je dis notre mer, car la mer, ce don céleste, n'est ni *nostrum* ni *vostrum*, mais elle est au peuple qui vit sur les bords baignés par ses flots, aussi n'existe-t-il aucun droit en vertu duquel la mer pourrait appartenir à un peuple dans une plus large mesure qu'à un autre. Cette mer est à nous et elle ne peut pas appartenir aux étrangers : c'est un bonheur immense pour nous de voir flotter fièrement sur nos bateaux, nos drapeaux tricolores à la place de ceux des étrangers.

Mes chers frères !

Recevez ce salut fraternel parti du fond de nos cœurs. Transmettez-le aussi à vos grands et glorieux amis, qui sont aussi les nôtres et qui vous ont aidé à délivrer votre sol sacré et vos foyers. Transmettez-le à la grande République américaine, transmettez-le à la noble France, transmettez-le à la Grande-Bretagne, à ce pays de liberté, transmettez-le à la Grèce, berceau de la civilisation ancienne, transmettez-le... non ! je m'arrête ! Car l'Italie qui n'est pas restée fidèle à son passé et aux principes modernes de nationalités auxquels elle doit sa naissance, l'Italie de la politique à double face de Sonnino, cette Italie, je n'ose pas la saluer.

La prudence imposée par la situation politique, obscure, créée par l'attitude de l'Italie ainsi que la gravité de ce grand moment que nous traversons, me commandent de m'arrêter ici, en exclamant :

Vive l'armée serbe, vive le roi Pierre, son commandant suprême !

Vive la liberté et l'égalité des peuples grands et petits !

Vive l'Etat des frères unis Slovènes, Croates et Serbes !

Vive la Yougoslavie !

### Les espoirs de la Hongrie « nouvelle »

La Hongrie « nouvelle » ne semble pas différer de la Hongrie « ancienne ». Voici en effet que le Bureau de Correspondance Hongrois de Zurich, dans un communiqué à la presse suisse, reprend la thèse habituelle des Magyars sur la Hongrie historique.

« Les délibérations pour la paix, déclare le Bureau Hongrois, seront menées sur d'autres bases que les conditions de l'armistice. Wilson, dont l'Entente ne renie nullement le rôle de guide, saura obtenir que les pourparlers soient conduits dans le sens de ses 14 points sur une base de conciliation et de justice. Le sort futur de la Hongrie dépendra donc de la manière dont il nous sera possible d'établir entre nous et les nations non magyares des conditions telles que ces nations trouveront toutes leurs prétentions satisfaites et seront heureuses de rester dans les limites historiques de la Hongrie. »

Les Magyars s'obstinent à faire les sourds et ils se livrent à l'illusion qu'il se trouverait quelqu'un parmi les peuples opprimés qui voudrait rester avec eux malgré tout.

### L'article de M. Alexis François

Le journal officiel du Royaume de Serbie, les « Srpskè Novine » a traduit en serbe et publié en entier, dans son numéro du 16 octobre (v. s.), l'émouvant article « Le retour des Serbes » que M. Alexis François, professeur à l'Université de Genève, avait écrit dans « La Serbie » lors de la victoire serbe sur les Bulgares. Cet article qui pourra ainsi être lu par les soldats serbes aussi bien que par la population délivrée, causera sans doute un grand plaisir à nos compatriotes et leur servira comme consolation et récompense de leurs souffrances.

personnel. Ce dommage est évalué par nous à 20.000.000. Si l'on tient compte du revenu du capital roulant (200 millions de francs) — revenu perdu pendant les années de guerre par les commerçants, les artisans et les institutions bancaires, et qui doit représenter au minimum 80 millions — on peut évaluer le dommage total dans ce domaine à 340.000.000 de francs.

Le numéraire et les objets de valeur représentaient, comme on l'a vu, une valeur de 548 millions. Même à supposer que les particuliers aient pu cacher leur numéraire, leurs bijoux et leurs papiers de valeur et que les banques, à l'exception de quelques-unes dans la zone limitrophe, aient pu sauver leur encaisse et leur portefeuille, de nombreuses richesses ont pourtant été soustraits à la population, surtout des objets de valeur et de l'argenterie, que leur volume n'a pas permis de cacher ni de sauver. Nous avons évalué ces dommages aux chiffres suivants : bijoux et joyaux 30.000.000 ; dépôts dans les caisses de l'Etat 5.000.000 ; dépôts en or 5.000.000 ; argent monnayé 30.000.000 ; numéraire des institutions financières et de l'union des coopératives agricoles anéantis, 12.000.000, soit au total 82.000.000 de francs.

Il convient de faire entrer dans le calcul de ces pertes le dommage subi par les banques privées, le Crédit Foncier et les maisons de commerce, en cessant de toucher les intérêts de leur capital de 250.000.000. Au taux de 6 % (habituel dans le pays) et à intérêts composés, ce capital aurait rapporté, en cinq années de guerre, une somme de 85.000.000 de francs.

De nombreux particuliers ne seront pas en mesure de régler leurs comptes en banque, d'acquitter les lettres de change acceptées par eux, ou encore de payer les marchandises achetées à crédit. Beaucoup de débiteurs et de gérants ont été tués ou sont morts autrement pendant la guerre. Les banques et les maisons de commerce supporteront de ce chef un dommage que nous évaluons à 42.000.000.

La dépréciation des billets de banque serbes — dont au moins

les trois quarts ont été vendus à 50 % de leur valeur nominale — représente une perte de 75.000.000.

On sait que l'ennemi s'est fait payer le montant des impôts par la force ; la population a été de ce chef frustrée de 66.000.000. Elle a été obligée, en outre, de souscrire aux emprunts de guerre pour au moins 42.000.000. Les réquisitions forcées représentent, pour deux années d'occupation, un minimum de 120.000.000.

L'abolition du moratorium et de la suspension des paiements en vue de la couverture des créances ennemies dans notre pays a entraîné la liquidation des biens meubles et des marchandises dans les maisons commerciales. Il en est résulté un dommage d'au moins 40.000.000.

Il faut encore ajouter ici les pertes que la population urbaine et les gens exerçant des professions libérales ont subies par l'obligation de s'entretenir pendant cinq années de guerre sans rien produire. Ces pertes sont évaluées à 320.000.000.

En additionnant les chiffres de cette rubrique nous arrivons à un dommage de 872.000.000 de francs.

(A suivre.)

### Nos troupes sur la côte mourmane

Avant la révolution, un corps sudslave avait été constitué en Russie. Placé sous le commandement du général serbe Zivkovic, ce corps de volontaires se distingua sur le front oriental, et notamment en Dobroudja. Après le traité de Brest-Litovsk, les soldats serbes, croates et slovènes, désireux de continuer à se battre contre l'Austro-Hongrie et l'Allemagne pour libérer leur nation, décidèrent de gagner le front de Salonique. La plupart d'entre eux y réussirent. Un noyau de troupes cependant,

de 4 à 5000 hommes, qui se trouvaient à Odessa, ne purent partir en même temps que leurs compagnons. Après le traité avec l'Ukraine, ces hommes, commandés par le colonel Marinkovitch, résolurent, à leur tour, d'atteindre le port de Vladivostok.

Après de multiples péripéties, ils arrivèrent à Tchéliabinsk. S'étant heurtés là à des forces bolchéviques qui voulaient les désarmer, comme les Tchéco-Slovaques, ils rebroussèrent chemin et, après de rudes efforts, finirent par atteindre la ligne mourmane. Lorsque les forces alliées débarquèrent sur la côte, elles furent toutes surprises de trouver le chemin de fer occupé et gardé par les Sudslaves. Les troupes du colonel Marinkovitch, s'étant ainsi assurées les points stratégiques les plus importants, le débarquement des Alliés en fut grandement facilité.

Le colonel Marinkovitch se mit aussitôt à la disposition du commandement allié. « Général, dit-il au commandant des forces alliées, j'ai l'honneur de remettre à l'armée de l'Entente, moi-même, mes hommes et le chemin de fer mourman. Je me tiens à votre entière disposition ». Le général le félicita vivement du courage et de l'endurance dont ses troupes avaient fait preuve.

Certains des volontaires sudslaves, affaiblis par leur long effort, furent envoyés au repos à Bizerte. Les autres furent incorporés dans l'armée de débarquement et continuent à lutter contre l'invasisseur allemand de la Russie.

Tous ces volontaires sont, notons-le, d'anciens prisonniers des armées austro-hongroises.

## La préméditation austro-germano-bulgare contre la Serbie

Nouveaux documents sur l'origine de la guerre

La victoire alliée sur les champs de bataille sera, selon toute probabilité, bientôt complétée et couronnée par la publication des documents authentiques autrichiens, allemands, magyars et — ce qui serait très nécessaire — bulgares, sur le vaste complot médité et organisé, en 1914, dans les capitales de cette longue chaîne d'Etats pro-germaniques qui s'étend de Berlin, par Vienne, Budapest et Sofia jusqu'à Constantinople. Le gouvernement républicain bavarois a fait le premier pas en publiant les rapports du ministre bavarois à Berlin, de l'époque ayant précédé l'ultimatum autrichien et la guerre. Nous reproduisons ci-dessous ces documents, dont l'importance en ce moment est de tout premier ordre. Ils établissent d'une façon indubitable que l'Autriche et l'Allemagne ont délibérément provoqué la guerre pour écraser non seulement la petite Serbie mais aussi pour briser la résistance des démocraties occidentales et imposer à l'Europe et au monde entier, la domination germanique.

Ce qui n'était pas universellement connu, mais ce que cependant, nous avons toujours soutenu dans ce journal, c'est la révélation que la Bulgarie était depuis longtemps étroitement liée à l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Non satisfaite de la convention militaire séparée qu'elle avait conclue avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie tenait aussi à entrer formellement dans la Triple Alliance. Elle insistait donc à Vienne pour être accueillie comme membre actif de la Triple Alliance, et les documents bavarois nous apprennent que leur demande fut accueillie. Le comte Berchtold avait en effet, reçu l'autorisation de négocier avec la Bulgarie au sujet de son admission dans la Triple Alliance. (Que la Bulgarie a été un instrument conscient du germanisme, d'autres documents encore plus explicites le prouveront avec toute la clarté possible, si leur publication n'est pas suspendue.

Pour nous Serbes, les documents bavarois finissent par nous libérer définitivement de l'accusation mensongère et perfide de la presse germano-magyare qui voulait voir dans la Serbie l'instigateur et le promoteur de la guerre mondiale. C'est en accusatrice et non pas en accusée que la Serbie se présentera à la conférence de la paix, et il est hors de doute que cette haute aéropage lui fera justice, la pleine justice.

Le président du conseil des ministres de Bavière a entrepris de publier les documents du service bavarois concernant la période qui a précédé la guerre. Les détails suivants sont en premier transmis et sont tirés des rapports du comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin.

Dans son rapport du 18 juillet 1914, le ministre bavarois à Berlin discutait les relations du gouvernement berlinois avec le fatal ultimatum de l'Autriche à la Serbie. Le rapport dit notamment :

« Suivant les pourparlers que j'ai eus avec le sous-secrétaire Zimmermann et ensuite avec les rapporteurs de l'Office des affaires étrangères, pour les Balkans et la Triple Alliance, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la communication suivante :

« La démarche que le cabinet de Vienne s'est décidé à entreprendre et qui consiste dans l'envoi d'une note sera faite le 23 courant. L'ajournement de cette action jusqu'à ce moment est basé sur le fait qu'on voulait attendre le départ de MM. Poincaré et Viviani de Petrograd afin de faciliter l'entente avec les puissances alliées au sujet d'une contre-action quelconque. Jusqu'à ce moment, on se donna à Vienne, l'apparence de dispositions pacifiques par l'envoi en congé simultané du ministre de la guerre et du chef d'état-major général.

On reconnaît à Berlin que sous ce rapport le cabinet de Vienne a été habile et l'on regrette seulement que le comte Tisza, qui au début a dû être opposé à cette action brusque, ait quelque peu levé le voile par la déclaration qu'il a faite à la Chambre hongroise.

D'après ce que m'a dit M. Zimmermann, la note doit contenir les demandes suivantes : 1. Publication par le roi de Serbie d'une proclamation disant que le gouvernement serbe est complètement étranger au mouvement de la Grande-Serbie et qu'il ne l'approuve pas ; 2. Ouverture d'une enquête contre les complices du meurtre de Sarajevo et sur la participation à celle-ci de fonctionnaires autrichiens ; 3. Le gouvernement serbe devra intervenir contre les participants au mouvement de la Grande-Serbie. Un délai de 48 heures sera fixé pour l'acceptation de ces prétentions.

Il va de soi que la Serbie ne pourra pas accepter ces exigences incompatibles avec sa dignité d'Etat indépendant. La conséquence est la guerre. L'on est d'accord à Berlin que l'Autriche profite du moment favorable, même avec le danger de l'évolution ultérieure des événements. Quant à savoir si on aura à Vienne réellement le courage de cette action, cela paraît fort douteux chez von Jagow comme chez Zimmermann.

Le sous-secrétaire d'Etat a déclaré que l'Autriche-Hongrie, grâce à son manque de décision et à son éourderie, était devenue actuellement l'Homme malade en Europe comme cela avait été le cas pour la Turquie, dont les Russes, les Italiens, les Roumains, les Serbes et les Monténégrins attendent le partage par une action puissante et victorieuse.

Une puissante et victorieuse intervention contre la Serbie arriverait à ce résultat que les Autrichiens et les Hongrois se sentiraient à nouveau comme constituant une puissance étatiste ; la vie économique se reconstituerait à nouveau et les aspirations étrangères seraient étouffées pour des années. En raison de l'indignation régnant actuellement dans toute la monarchie au sujet du meurtre, on peut être sûr aussi des troupes slaves. Comme le général Conrad von Hotzendorff l'a lui-même admis, ce ne serait plus le cas dans quelques années en raison du développement de la propagande slave. On est d'avis à Berlin que pour l'Autriche-Hongrie l'heure de la destinée a sonné et pour cette raison il a été répondu sans hésitation à la demande présentée à Vienne que l'on était d'accord avec toute action quelle que soit la décision prise, même au risque d'une guerre avec la Russie.

La procuration en blanc donnée au chef du cabinet du comte Berchtold, venu à Berlin pour remettre une lettre de l'empereur et faire rapport verbal, allait si loin que le gouvernement austro-hongrois était autorisé à négocier avec la Bulgarie au sujet de son admission dans la Triple Alliance. On ne paraît pas à Vienne avoir attendu une adhésion si absolue de l'Allemagne, mais Zimmermann a l'impression suivante : Ne serait-il pas désagréable aux ministres de Vienne, toujours si peureux et indécis, que l'Allemagne les exhorte à la prudence et à la retenue ? Une preuve combien à Vienne on hésite à prendre une décision, c'est que le comte Berchtold, trois jours après avoir présenté sa demande au sujet de l'alliance avec la Bulgarie, télégraphiait qu'il avait encore des scrupules à conclure une alliance avec ce pays. C'est pourquoi on aurait vu de meilleur œil ici aussi que l'on ne tardât pas si longtemps dans l'action contre la Serbie et que le gouvernement serbe n'eût pas le temps d'offrir de lui-même une soumission sous la pression de la France et de la Russie.

### L'Université de Neuchâtel à l'Université de Belgrade

L'Université de Neuchâtel a adressé à l'Université de Belgrade le salut suivant :

Neuchâtel, le 18 novembre 1918.

Depuis quatre ans, la Serbie, victime d'une injuste et lâche agression, a souffert le pire des martyrs qui puisse être infligé à un peuple libre, et l'Université de Belgrade a dû interrompre dans le deuil et la souffrance son labeur de recherches désintéressées.

Bien qu'exilés en des villes lointaines, ses professeurs ont pris à tâche de faire aimer et respecter leur patrie, et l'Université de Neuchâtel considérera comme un précieux privilège d'avoir eu pour hôte et pour ami l'un des savants les plus illustres de la Serbie, M. Jovan Cvijic.

Confiante dans la justice de sa cause, inébranlablement attachée à son idéal d'indépendance nationale, la Serbie a forcé l'admiration de l'humanité par un héroïsme, un courage et une loyauté que les épreuves les plus dures n'ont pu abattre.

L'heure de la victoire et des justes réparations a enfin sonné. L'Université de Neuchâtel tient à honneur de saluer la glorieuse délivrance du peuple serbe et la résurrection de l'Université de Belgrade.

Puisse cette dernière, forte de ses traditions et de la liberté reconquise, être plus que jamais le foyer d'une science qui, sans rien sacrifier des exigences de la vérité, travaille à développer un esprit national et international de justice, seul fondement de toute institution politique durable.

Au nom du Sénat de l'Université de Neuchâtel :

Le secrétaire, Le recteur.

### Nouvelles de Serbie

#### Changements dans l'organisation d'un ministère serbe

Comme la Serbie, à la suite des guerres de 1912-1913, avait perdu son caractère d'un Etat purement orthodoxe et comme elle le perdra encore davantage quand elle sera unie avec les autres pays serbes, croates et slovènes, le Conseil des Ministres serbe a décidé dans sa séance du 30 septembre d'apporter, conformément au nouvel état des choses, quelques modifications à l'organisation actuelle du Ministère de l'Instruction publique et des Affaires ecclésiastiques et de lui donner en conséquence un autre titre, à savoir le Ministère de l'Instruction publique et des Croyanances.

## La Bulgarie après la capitulation

— Un témoignage très intéressant —

Le « Times » du 20 novembre publie la correspondance suivante de son envoyé spécial à Sofia :

Lorsque par un ordre inattendu mais inexorable du général d'Espercy, commandant en chef de l'armée d'Orient, l'avant-garde de l'armée serbe, d'un pied déjà sur le seuil de la Bulgarie, fut arrêtée dans sa poussée vers Sofia, il sembla aux Serbes que tous leurs efforts, toutes leurs souffrances et tous leurs sacrifices durant les trois années de guerre ont été endurés en vain.

Leur commandant lorsqu'il s'était remis de l'accès de rage inarticulé dont il fut frappé à la lecture d'un tel ordre, me dit ceci :

« Vous verrez que les Bulgares s'ils échappent à l'invasion proclameront immédiatement et ne cesseront pas de le soutenir, qu'ils n'ont pas été battus et que c'est volontairement qu'ils ont renoncé à la lutte. Ils diront que les principes pour lesquels les Alliés combattent ont subi des modifications et qu'ils leur sont acceptables. C'est pourquoi ils se seraient décidés spontanément à abandonner l'Allemagne, confiants dans la justice de l'alliance anti-germanique, dont ils attendaient la réalisation de leurs buts de guerre. Ils vont maintenant lever leur tête aussi fièrement que s'ils n'étaient pas du tout coupables des crimes abominables commis contre notre peuple. Ils oublieront bientôt leurs propres tribulations dans cette guerre et ils seront prêts à commettre de nouvelles agressions dans un avenir prochain. Le seul moyen de leur donner une bonne leçon aurait été de leur rendre la pareille et d'occuper provisoirement leur pays. Et voilà que maintenant on vient de leur applanir le chemin pour qu'ils puissent éviter la punition qu'ils ont certainement méritée et qu'ils n'espéraient plus pouvoir écarter par les armes. »

Ces paroles expriment les sentiments généraux de l'armée serbe. On peut difficilement s'attendre à ce que les considérations qui ont dicté la décision des Alliés, toutes compréhensibles par rapport au devoir chrétien de l'oubli et de l'humanité, puissent produire un effet quelconque sur les idées d'un peuple qui pendant trois années entières a attendu avec impatience le jour de revanche contre ceux qui ont détruit et ravagé son pays. Mais il est troublant de constater que les prévisions serbes par rapport à l'évolution psychologique des Bulgares, après leur facile échappement à l'invasion, se réalisent presque point par point. J'ai rencontré et je me suis entretenu avec plusieurs chefs politiques en Bulgarie, du Ministère et hors du Ministère, et j'ai constaté que leur défaite quoique admise à contre-cœur et avec des réserves devant des étrangers, est absolument niée par les autres et sera bientôt tout-à-fait oubliée.

L'esprit du peuple bulgare qui a, non sans raison, tremblé de peur dans les jours critiques de la fin de septembre lorsque les Serbes se trouvaient à la porte de la Bulgarie, est devenu aujourd'hui sinon jubilant, alors tellement rehaussé que l'on veut ignorer toute obligation envers les puissances qui ont sauvé les Bulgares de la Némésis que seule la clémence de l'Entente a pu détourner d'eux. Et il est certain que la méconnaissance actuelle du danger auquel on vient d'échapper est destinée à se transformer en un oubli complet. La presse et les chefs de la nation chercheront d'éloigner de la mémoire du peuple un épisode tellement désagréable à sa vanité nationale et à faire consacrer par l'histoire la tradition plaisante qu'en se rendant et se confiant au jugement impartial des grandes puissances les Bulgares sont restés jusqu'à la fin à l'abri de toute occupation.

« Désormais, déclarèrent prétentieusement les délégués bulgares au distingué général français à Salonique, vous pouvez nous considérer comme une nation neutre. »

« Pardon, Messieurs, répondit le général, vous n'êtes pas neutres, mais vous êtes un ennemi vaincu qui s'est rendu à discrétion. »

Cette véritable idée de leur situation actuelle ne peut suffisamment être répétée aux Bulgares. Parce qu'ici à Sofia on parle et l'on écrit de la reddition inconditionnelle à laquelle les Bulgares furent forcés après avoir été battus comme d'un « armistice ». Le mot « capitulation » est universellement boycotté.

L'attitude du peuple ne peut pas précisément être qualifiée d'arrogante. Loin de cela, mais cette attitude est pourtant extraordinaire et privée de tout indice révélant la conscience de la défaite subie. Les Bulgares ne montrent aucune compréhension du danger dont ils viennent d'être sauvés. Soldats et civils tous veulent ignorer la présence de leurs ennemis d'hier ; lorsqu'ils les regardent, ils le font avec un air de dépréciation. « Il semble

que vous ayez quelques bons points comme soldats, nous disent-ils, mais vous êtes loin de pouvoir vous mesurer avec les nôtres. » Nos soldats britanniques n'ont pas manqué de retenir cela. Ils m'assurent que les Bulgares n'auraient pu se comporter avec plus d'indépendance même s'ils avaient gagné la guerre.

Les ministres et les hauts fonctionnaires sont au moins dans l'apparence complaisants à toutes les demandes des autorités françaises et britanniques, demandes basées sur les clauses de la capitulation. Mais leurs ordres ne sont pas souvent suivis par leurs subordonnés sous des prétextes qui ne pourraient pas résister à la critique. Il semble que nous Britanniques supportons ces petits coups avec plus de patience que nos alliés français qui sont prêts à les écarter d'une main ferme. J'ai entendu parler d'un cas où un général français ayant obtenu du ministre de la guerre des quartiers pour ses troupes s'est vu refuser ces quartiers par un commandant local et ce n'est qu'après avoir menacé de bombarder immédiatement la ville qu'il a pu recevoir satisfaction.

Des Bulgares qui professent aujourd'hui d'avoir été depuis longtemps des amis secrets de l'Entente, il y en a une légion. M. Malinoff m'a assuré qu'il était également de ce nombre. Mais il est difficile de concilier cette déclaration avec l'article véhémente anti-ententiste publié par son organe, le « Préopretz » pas plus en arrière que le 11 septembre. Il n'y a pas de doutes que comme M. Guechoff beaucoup de Bulgares n'approuvaient pas la politique qui a conduit leur gouvernement à faire la guerre. Mais le ton de la presse bulgare pendant toute la durée de la guerre et jusqu'à la veille de la capitulation a été manifestement hostile à nous. Il n'y pas d'exceptions à cette règle.

Ceux qui se déclarent aujourd'hui partisans de l'Entente affirment que le peuple bulgare n'avait pas de voix au moment où l'on décidait de la politique du gouvernement. Depuis que M. Radoslavoff était venu au gouvernement, disent-ils, tout le pouvoir a été concentré dans les mains du roi Ferdinand dont il était la créature. L'attaque contre la Serbie en 1915 aurait été décidée sans consultation de la Chambre. La même tendance de se disculper se manifeste dans les explications que l'on donne au sujet de l'attaque bulgare contre la Serbie et la Grèce en 1913. A en croire à mes informateurs le peuple bulgare ne serait coupable d'aucune action et d'aucune mauvaise intention dans les malheureux événements dans ces dernières cinq années.

### Un appel allemand déplacé

La « Gazette de Cologne », au nom de la presse de Cologne, vient d'adresser à tous les journaux des pays alliés et neutres un appel dans lequel elle implore leur protection contre les abus de la force et contre les actes d'inhumanité ! Bien que la « Gazette de Cologne » ne nous ait pas visé en rédigeant son appel, nous nous croyons en droit de lui répondre par quelques mots, étant donné que notre journal fait partie de la presse alliée.

Or, nous constaterons que cet appel est aussi superflu que déplacé et nos ennemis, s'ils ne nous apitoient pas déjà, nous paraîtraient ridicules, lorsqu'ils viennent nous parler, tout à fait sérieusement, d'abus de la force et d'actes d'inhumanité ! Les Allemands peuvent être, sous ce rapport, parfaitement rassurés, car les nobles peuples de notre ligue n'admettront jamais non seulement l'abus de la force, mais pas même l'usage de la force comme telle ; quant aux actes d'inhumanité, ils ont été et seront toujours réservés aux Allemands et à leurs barbares satellites. Les Alliés ne seront jamais capables de faire la dixième partie des horreurs que les Allemands, loyalement assistés par leurs complices magyars et bulgares, ont commises seulement en Serbie, sans parler de la Belgique et du nord de la France. Mais si nous pouvons rassurer nos ennemis au sujet de l'abus de la force et des actes d'inhumanité, nous ne pouvons pas leur promettre que la justice ne sera pas rendue aux coupables et nous supposons que nos ennemis ne nous le demanderont pas. Ce serait commettre une injustice que de ne pas rendre justice aux criminels. Ce qui est dit pour les Allemands vaut aussi pour tous leurs complices.

### La mentalité bulgare

Le correspondant particulier du « Times », M. G. Ward Price, relate dans un télégramme de Sofia, publié dans le numéro du 24 octobre du dit journal, que les aviateurs bulgares ont exprimé aux aviateurs anglais leur désir ardent de servir dans l'armée britannique. Cette offre fut naturellement déclinée, mais elle a fourni aux Anglais un document de plus de la psychologie des soldats bulgares.